

Pôle Élevages Est

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 27/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS « LE PARC DES FÉLINS »

Parc zoologique Lumigny Safari Réserve
Domaine de la Fortelle
77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

Références : E-PEE/HB/260949

Code AIOT : 0057700122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 avril 2026 dans l'établissement LE PARC DES FELINS SAS implanté LA FORTELLE 77540 Lumigny-Nesles-Ormeaux. L'inspection a été annoncée le 07 avril 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 10 avril 2026 avait pour objet de contrôler la bonne application des mesures d'évitement et de protection des espèces protégées, à la suite du signalement de la présence de tritons ponctuels sur une zone de chantier du parc.

- **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**
- SAS « Le Parc des Félin »
- Lumigny Safari Réserve, Domaine de la Fortelle 77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX
- Code AIOT : 0057700122
- Régime : Autorisation (Rubrique n° 2140 « Zoos et Aquariums »)
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Non

Le parc zoologique Lumigny Safari Réserve, divisé en deux secteurs, « Parc des Félines » et « Terre de Singes », s'étend sur 90 hectares, entre Rozay-en-Brie et Coulommiers. Il présente une large diversité d'animaux de la faune sauvage. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2022. L'établissement a intégré en septembre 2024 un pôle hôtelier de 50 chambres, adossé à une plaine animalière, abritant des lions. Il poursuit ses réaménagements avec la création de nouveaux espaces de visite, ainsi que d'un cheminement piétonnier sécurisé, reliant toutes les parties de l'établissement et nécessitant notamment la mise en place d'une passerelle au-dessus de la RD n° 201. Ce sont ces travaux qui font l'objet du présent rapport.

Contexte de l'inspection :

- Signalement
- Espèces protégées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures de protection des espèces protégées en phase travaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10 avril 2026 a révélé l'absence de mise en œuvre des mesures d'évitement et de protection des espèces protégées lors des travaux de création de la passerelle entre les deux parcs. À la suite de cette inspection, le chantier a été interrompu dans l'attente de l'intervention d'un écologue et la réception de ses préconisations pour la finalisation des travaux.

2-4) Fiches de constats

POINT DE CONTRÔLE N° 1 : Mesures de protection des espèces protégées en phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1.4
Thème(s) : Élevage, Conformité des travaux avec le dossier d'autorisation environnementale
Prescription contrôlée : "Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet." Les mesures adossées à cette prescription, objet du point de contrôle, concernent les mesures de gestion des espèces protégées dans l'étude du cabinet Biotopie, versée au dossier d'autorisation environnementale, telles qu'elles figurent aux page 851 à 860 de ce dossier. Le détail de ces mesures est porté en annexe 2 du présent rapport.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les travaux de création de la passerelle entre les deux parcs était quasi achevés (terrassement et construction).

Seul reste à réaliser le terrassement du cheminement situé à la sortie de la passerelle, côté hôtel.

L'exploitant estime que la finalisation de cette partie nécessitera une durée d'environ 10 à 15 jours.

À la suite du signalement, le chantier a été interrompu.

La zone de chantier a été délimitée et clôturée au moyen de grilles amovibles. Sur cette zone, un véhicule ainsi qu'une nacelle étaient stationnés pour les travaux de charpente, qui concernent uniquement la partie haute de la passerelle.

Un balisage et un affichage ont été installés aux abords de la zone humide ainsi qu'à l'entrée du chantier.

Par ailleurs, une action de sensibilisation a été menée auprès des entreprises intervenantes.

Au niveau de la mare Lamutte située à environ 200 mètres de la passerelle, un dispositif de barrière imperméable aux amphibiens a été mis en place sur la façade ouest : d'une hauteur de 50 cm et enterré sur 20 cm, avec un passage laissé libre à son extrémité afin de créer un couloir de migration pour les amphibiens.

L'exploitant reconnaît ne pas avoir fait suivre la première phase du chantier par un écologue, comme prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Il avait contacté un bureau d'études spécialisé et était dans l'attente de son intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de ne plus faire stationner de véhicule sur la zone du chantier.

Il est également demandé l'intervention d'un écologue pour évaluer l'enjeu pour la protection des espèces protégées sur le secteur à terrasser (le reste du chantier), au moment où le terrassement doit avoir lieu, et proposer des mesures adaptées si nécessaire.

Observations :

Par la transmission du rapport de l'écologue en date du 7 mai 2026, l'exploitant a déféré aux injonctions formulées suite aux constats de l'inspection. Ce rapport confirmait la nécessité de maintenir des mesures de gestion des espèces protégées durant les travaux restant à réaliser et formulait des recommandations précises, parmi lesquelles le maintien d'une supervision par ses soins pendant toute la durée des opérations et la réalisation de ces dernières en dehors des périodes de météo humide.

Dans un courriel du 20 mai 2026, l'écologue a confirmé une période propice pour la réalisation des travaux du mardi 25 mai au vendredi 5 juin 2026, du fait d'une météo favorable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois